

GE_GERICHTE A/481/2023 vom 14. März 2023

GE Cour de justice, 2023-03-14, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_481_2023

FR: GE_GERICHTE A/481/2023 du 14 mars 2023

IT: GE_GERICHTE A/481/2023 del 14 marzo 2023

Erwägungen

E. 1

Interjeté en temps utile devant la juridiction compétente, le recours est recevable (art. 132 de la loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre 2010 - LOJ - E 2 05 ; art. 62 al. 1 let. a de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - E 5 10).

E. 2

Selon l'art. 10 al. 2 de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers du 16 juin 1988 (LaLEtr - F 2 10), la chambre administrative doit statuer dans les dix jours qui suivent sa saisine. Ayant reçu le recours le 6 mars 2023 et statuant ce jour, elle respecte ce délai.!

E. 3

Dans un premier argument, le recourant soutient que la décision est sans objet au vu de l'interdiction d'entrée en Suisse, valable jusqu'au 31 août 2023.!

E. 3.1

Aux termes de l'art. 74 al. 1 LEI, l'autorité cantonale compétente peut enjoindre à un étranger de ne pas pénétrer dans une région déterminée notamment lorsque l'étranger est frappé d'une décision de renvoi ou d'expulsion entrée en force et que des éléments concrets font redouter qu'il ne quittera pas la Suisse dans le délai prescrit ou qu'il n'a pas respecté le délai qui lui était imparti pour quitter le territoire (let. b). L'assignation à un territoire ou l'interdiction de pénétrer un territoire peut également être prononcée lorsque l'étranger n'est pas titulaire d'une autorisation de courte durée, d'une autorisation de séjour ou d'une autorisation d'établissement et trouble ou menace la sécurité et l'ordre publics ; cette mesure vise notamment à lutter contre le trafic illégal de stupéfiants (let. a).!

E. 3.2

La chambre de céans a déjà eu l'occasion de relever que l'art. 74 LEI n'excluait pas la cohabitation d'une telle mesure avec une interdiction de pénétrer en Suisse, telle celle dont le recourant fait l'objet jusqu'au 31 août 2023.!

La violation d'une interdiction territoriale constitue une infraction à l'art. 119 LEI, tandis que la violation d'une interdiction d'entrer en Suisse constitue une infraction à l'art. 115 al. 1 let. a LEI. Si le recourant devait partant faire l'objet de ces deux mesures et ce nonobstant revenir à Genève, ces deux infractions entreraient en concours, facteur d'aggravation de la peine (ATA/1063/2021 du 12 octobre 2021 consid. 5). Il existe dès lors un intérêt juridique à examiner la question du prononcé d'une interdiction territoriale à l'endroit du recourant.

E. 4

Le requérant conteste que les conditions d'une interdiction de pénétrer dans tout le territoire cantonal pendant douze mois soient remplies.!

E. 4.1

Si le législateur a expressément fait référence aux infractions en lien avec le trafic de stupéfiants (art. 74 al. 1 let. a LEI), cela n'exclut toutefois pas d'autres troubles ou menaces à la sécurité et l'ordre publics (ATF 142 II 1 consid. 2.2 et les références), telle par exemple la violation des dispositions de police des étrangers (arrêts du Tribunal fédéral 2C_123/2021 du 5 mars 2021 consid. 3.1 ; 2C_884/2021 du 5 août 2021 consid. 3.1.). Le simple soupçon qu'un étranger puisse commettre des infractions dans le milieu de la drogue justifie une mesure prise en application de l'art. 74 al. 1 let. a LEI (arrêt du Tribunal fédéral 2C_762/2021 du 13 avril 2022 consid. 5.2).!

E. 4.2

La mesure doit respecter le principe de la proportionnalité. Tel que garanti par les art. 5 al. 2 et 36 al. 3 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst. - RS 101), il exige qu'une mesure restrictive soit apte à produire les résultats escomptés et que ceux-ci ne puissent être atteints par une mesure moins incisive. En outre, il interdit toute limitation allant au-delà du but visé et exige un rapport raisonnable entre celui-ci et les intérêts publics ou privés compromis (ATF 140 I 218 consid. 6.7.1 ; 136 IV 97 consid. 5.2.2 ; 135 I 169 consid. 5.6 et les références citées).!

E. 4.3

En l'espèce, le principe d'une mesure d'interdiction de périmètre est fondé au vu de l'absence de titre de séjour en Suisse du requérant et de ses condamnations pénales des 4 et 20 juin 2020, notamment pour infraction à la législation sur les stupéfiants. Le requérant fait valoir qu'il a formé opposition contre l'ordonnance pénale du 1^{er} février 2023. Il n'est toutefois pas déterminant que la condamnation ne soit pas encore entrée en force s'agissant de déterminer le risque de commission d'infractions, dès lors que l'autorité est en présence de soupçons fondés sur des indices concrets. En effet, le 31 janvier 2023, la police a constaté une transaction dans un lieu connu pour le trafic de drogue, transaction confirmée par l'acheteur et par le billet de CHF 50.- correspondant retrouvé sur le requérant. Par ailleurs, la condamnation du 4 juin 2020 portait sur un complexe de faits similaires, à savoir la vente par l'intéressé de 3 gr. de marijuana à un vendeur qui avait pu l'identifier, in casu une policière. L'argent de la transaction et la drogue concernée avaient aussi pu être immédiatement saisis. Enfin l'infraction avait eu lieu au même endroit. Dans ces conditions, c'est à bon droit que le commissaire a considéré qu'il existait des soupçons de trafic illégal de stupéfiants. Enfin, aucun indice concret n'est fourni par l'intéressé concernant sa « petite copine » qui habiterait et l'aurait attendu dans ce secteur. L'ensemble de ces circonstances suffisait ainsi à permettre au commissaire de police de retenir un risque de commission d'infractions.

E. 5

Le requérant conteste, subsidiairement, la durée et le périmètre de la mesure.!

E. 5.1

L'art. 74 LEI ne précise ni la durée ni l'étendue de la mesure. Selon le Tribunal fédéral, celle-ci doit dans tous les cas répondre au principe de proportionnalité, soit être adéquate au but visé et rester dans un rapport raisonnable avec celui-ci (ATF 142 II 1 consid. 2.3). Elle

ne peut donc pas être ordonnée pour une durée indéterminée (arrêt du Tribunal fédéral 2C_197/2013 du 31 juillet 2013 consid. 4.1). Des durées inférieures à six mois ne sont guère efficaces (arrêt du Tribunal fédéral 2C_197/2013 précité consid. 4.2) ; des mesures d'une durée d'une année (arrêt du Tribunal fédéral 2C_330/2015 du 26 novembre 2015 consid. 3.2), voire de deux ans (arrêt du Tribunal fédéral 2C_828/2017 du 14 juin 2018 consid. 4.5) ont été admises!

E. 5.2

Lors de son audition par la police le 31 janvier 2023, le recourant a indiqué n'avoir aucune attache à Genève. Il a certes évoqué le prénom de son amie et précisé qu'elle habiterait à la rue de la Coulouvrenière. Il ignorait toutefois son nom de famille, son numéro de téléphone, son adresse et n'était pas en mesure de la contacter. Il est ainsi sans lien avéré avec Genève ni attache dans le canton, et sans aucune ressource. Dans ces conditions, l'extension à tout le territoire du canton de la mesure d'interdiction territoriale apparaît adéquate et nécessaire pour atteindre le but de protection de l'ordre et de la sécurité publics, et proportionnée au sens étroit.

E. 5.3

La durée de la mesure paraît enfin apte et nécessaire pour protéger l'ordre et la sécurité publics dans le canton de Genève du risque de commission d'infractions sur le territoire cantonal par le recourant. Il a en effet déjà fait l'objet de deux condamnations, une troisième procédure étant en cours. Le recourant se prévaut de n'avoir pas commis d'actes illicites depuis 2020. Il oublie qu'il était interdit d'entrée entre le 1^{er} septembre 2020 et le 31 août 2023. Cette mesure avait précisément pour finalité l'absence de commission d'infraction, grâce à l'absence du recourant du territoire genevois. Elle n'a toutefois pas été suffisante, puisque l'intéressé est revenu, en violation de ladite mesure, et a été pris, dans les heures qui ont suivi son arrivée selon ses propres dires, en flagrant délit de vente de marijuana. L'interdiction de périmètre ne comporte qu'une atteinte à la liberté personnelle relativement légère. Il n'y a dès lors pas lieu de la réduire en l'espèce, à peine de la priver de son effet dissuasif, étant rappelé qu'une durée de six mois a été considérée par le Tribunal fédéral comme un minimum (arrêt du Tribunal fédéral 2C_197/2013 du 31 juillet 2013 consid. 4.2), que le recourant a déjà fait l'objet d'une première mesure de six mois et qu'il a délibérément fait fi de l'interdiction d'entrée ordonnée par le SEM, ayant reconnu qu'il était au courant de cette décision lorsqu'il a été interpellé le 31 janvier 2023. Partant, le recours, entièrement mal fondé, sera rejeté.

E. 6

La procédure étant gratuite, aucun émolument de procédure ne sera prélevé (art. 87 al. 1 LPA). Vu l'issue du litige, aucune indemnité de procédure ne sera allouée (art. 87 al. 2 LPA).